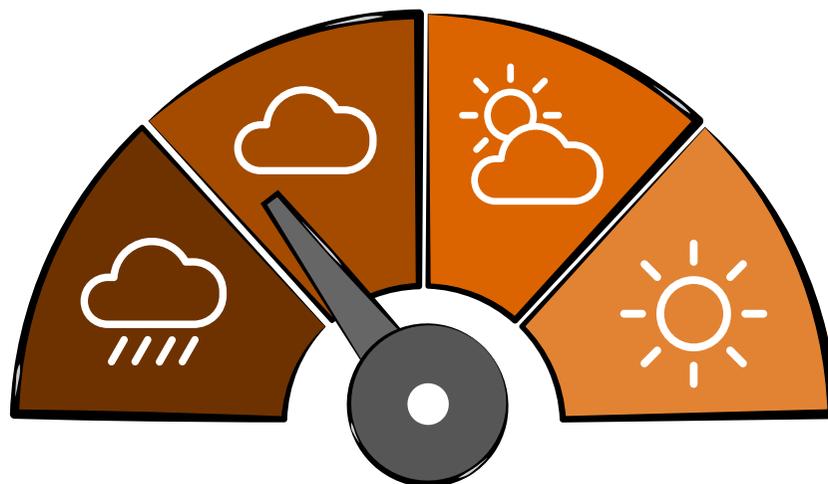


# ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



## BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE

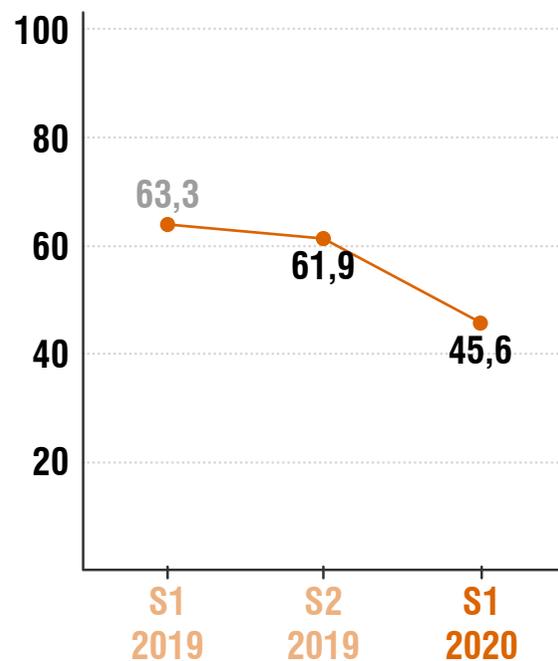
ÉDITION 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2020

FOCUS THÉMATIQUE :  
LES ENTREPRISES FACE À LA CRISE

# LA CONJONCTURE

**Un coup d'arrêt !** C'est l'effet provoqué par le virus Covid-19 sur l'économie et ce qu'illustre bien cette troisième édition du Baromètre de l'Économie. **Plus d'une entreprise sur deux a vu son activité diminuer** au cours des six derniers mois, et les anticipations ne sont guère plus optimistes pour le second semestre de 2020. Les prévisions de rentabilité et d'investissements en pâtissent fortement. **Le score synthétique du Baromètre de l'Économie chute** ainsi de 61,9 à 45,6 sur 100. Espérons que cette baisse restera inégalée pour de nombreuses années. **Les dirigeants d'entreprises** apportent toutefois deux lueurs d'espoirs dans le brouillard. Tout d'abord, ils **conservent une certaine confiance dans l'avenir de leur entreprise et de l'économie luxembourgeoise**. De plus, ils entendent majoritairement maintenir leurs effectifs, malgré le ralentissement conjoncturel. Reste le cri du cœur du **secteur de l'HORECA**, dont les réponses tout au long de cette enquête montrent **l'ampleur dramatique de leurs difficultés**.

Évolution du score du Baromètre de l'Économie\*

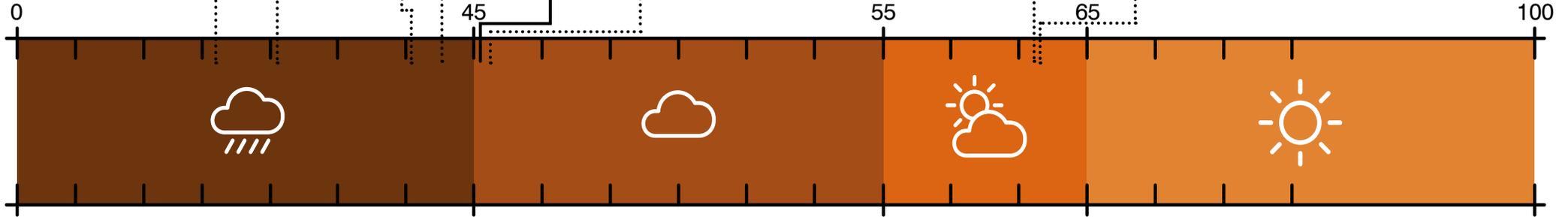


\* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement.

# S1 2020

## Baromètre de l'économie

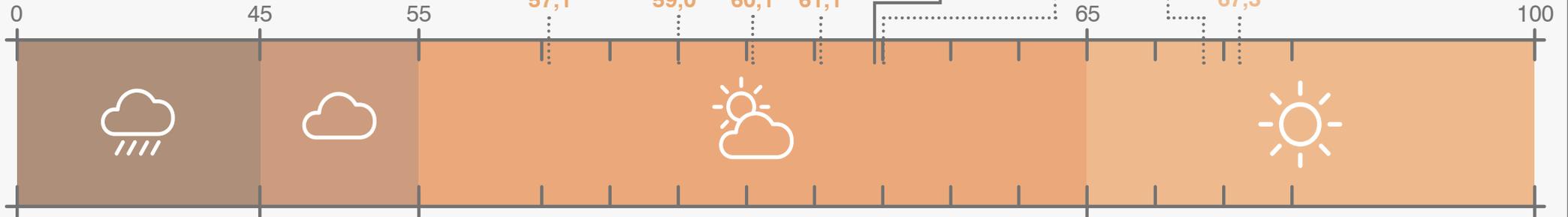
45,6/100



# S2 2019

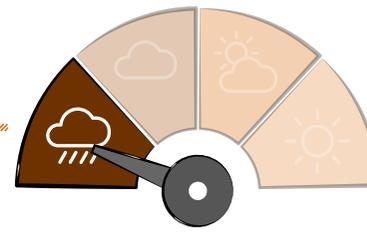
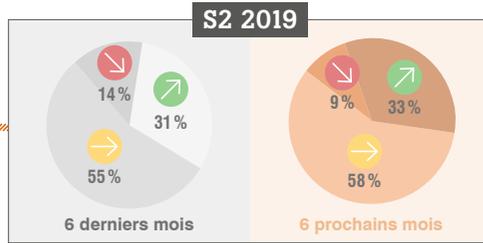
## Baromètre de l'économie

61,9/100

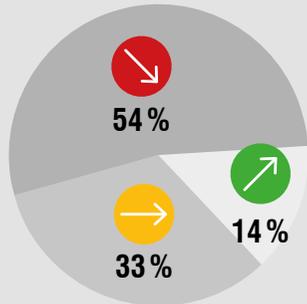


- Activité des 6 derniers mois
- Activité des 6 prochains mois
- Emplois
- Investissements
- Rentabilité
- Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise
- Confiance dans l'avenir de l'entreprise
- Baromètre de l'Économie

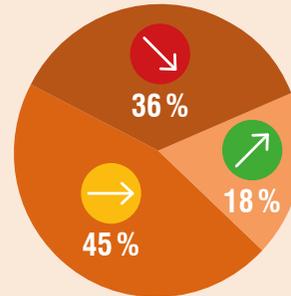
# Activité



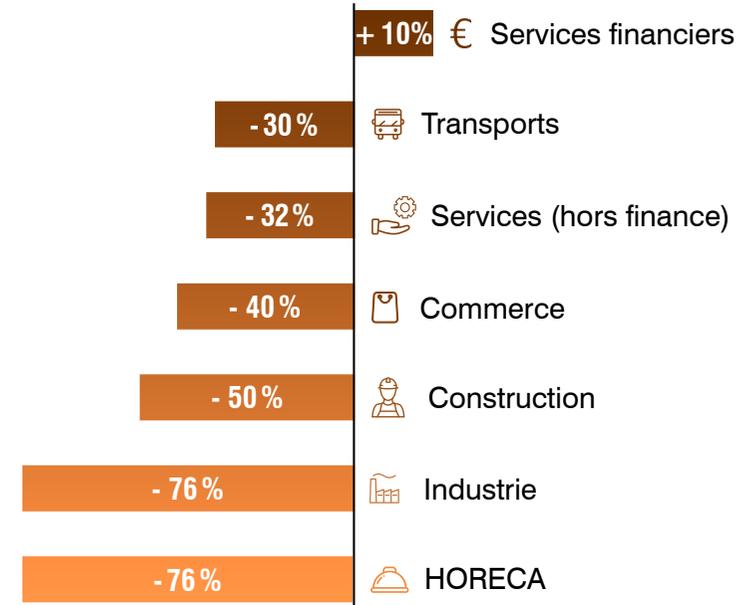
## L'activité au cours des 6 derniers mois était :



## L'activité pour les 6 prochains mois devrait :



## Différentiel entre la part des entreprises avec activité en hausse et celles avec activité en baisse :

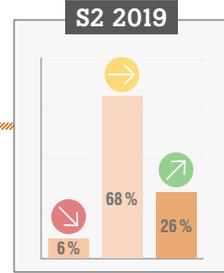


Le virus Covid-19 a provoqué un véritable **retournement de situation**, plus d'une entreprise sur deux ayant eu une activité en baisse sur les 6 derniers mois et plus d'un tiers estimant qu'elle sera inférieure au 2<sup>ème</sup> semestre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Le rebond attendu pour les 6 prochains mois est donc léger et ne suffirait pas à retrouver un niveau d'activité normal. L'arrêt soudain de l'économie est un événement inattendu auquel il est difficile de faire face pour les entreprises. Un tiers d'entre elles prévoyait une hausse de leur activité sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020 selon le Baromètre précédent, et seuls 9% des dirigeants d'entreprises craignaient une diminution de leur activité.

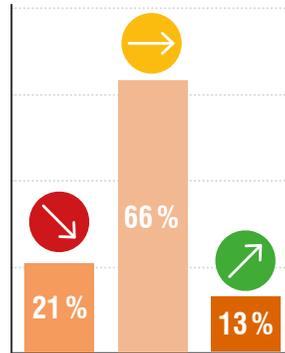
Ce sont **les secteurs de l'HORECA, de l'industrie et de la construction** qui ont le plus subi la crise ces derniers mois, seuls les services financiers ayant connu une période globalement favorable. Huit entreprises sur dix de l'industrie et de la construction ont vu leur activité baisser. La conjoncture diffère pour les 6 prochains mois selon les secteurs. Si le secteur de la construction estime pouvoir retrouver des niveaux d'activités équivalents à ceux de 2019, les entreprises de l'HORECA, de loin les plus touchées, de l'industrie, des transports, du commerce et des services (hors finance) prévoient une activité moindre qu'en 2019.

# Emplois

Effectifs pour les 6 prochains mois :



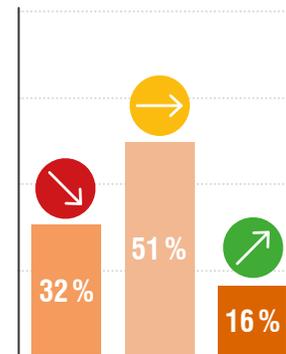
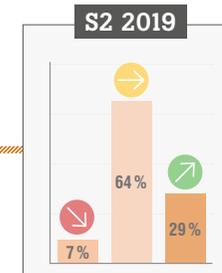
Malgré la crise et les difficultés économiques, **les entreprises anticipent majoritairement de maintenir les emplois** en leur sein, deux dirigeants d'entreprises sur trois prévoyant une stabilité des emplois et 13% une augmentation de leurs effectifs. Au final, seule une entreprise sur cinq estime que ses effectifs seront inférieurs au 2<sup>ème</sup> semestre 2020 par rapport à 2019.



**Le secteur de la construction** est, avec les services financiers, celui qui estime **créer le plus d'emplois**, dans un contexte de besoins importants de logement et d'infrastructures dans le pays. Sept entreprises industrielles sur dix anticipent un maintien, voire une augmentation de leurs effectifs, et ainsi trois sur dix une diminution. **Plus de la moitié des hôtels, restaurants et cafés présagent des pertes d'emplois** dans leur entreprise, la conséquence de la perte d'activités estimée dans le secteur du tourisme notamment.

# Investissements

Pour les 6 prochains mois :



L'arrêt de toute activité économique durant de nombreuses semaines pour certaines entreprises, les pertes de liquidités et les perspectives pessimistes pour les mois à venir **pèsent sur les projets d'investissements des entreprises**. Seuls 16% des dirigeants d'entreprises pensent investir davantage au 2<sup>ème</sup> semestre 2020 par rapport 2<sup>ème</sup> semestre 2019. Plus de la moitié des entreprises de l'HORECA, plus de 45% des commerces et plus de 40% des entreprises industrielles prévoient de diminuer leurs investissements sur la période, ce qui peut constituer **un frein à leur développement et leur compétitivité**.

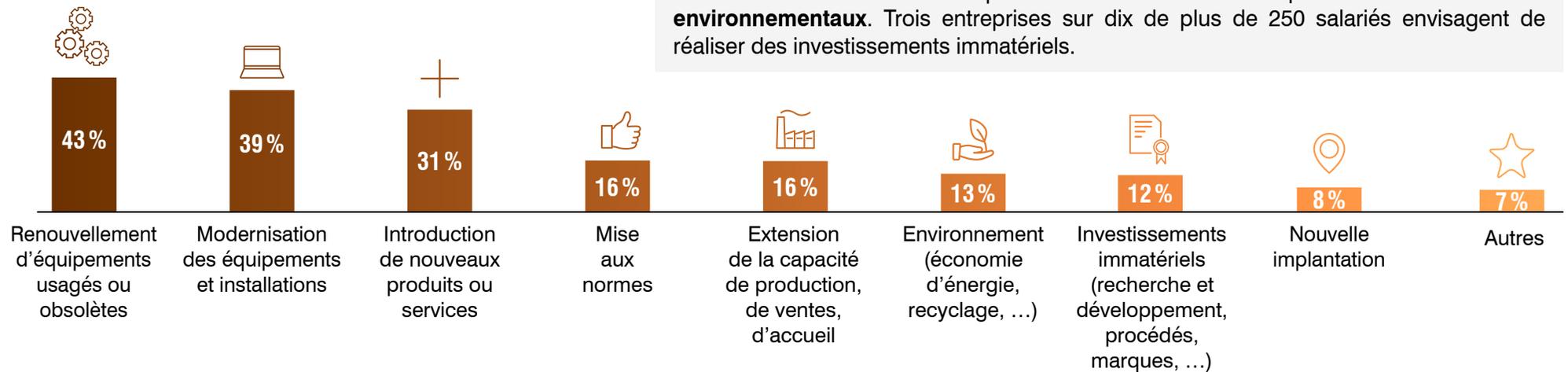
↘ En diminution    → Stable    ↗ En augmentation

↘ En diminution    → Stable    ↗ En augmentation

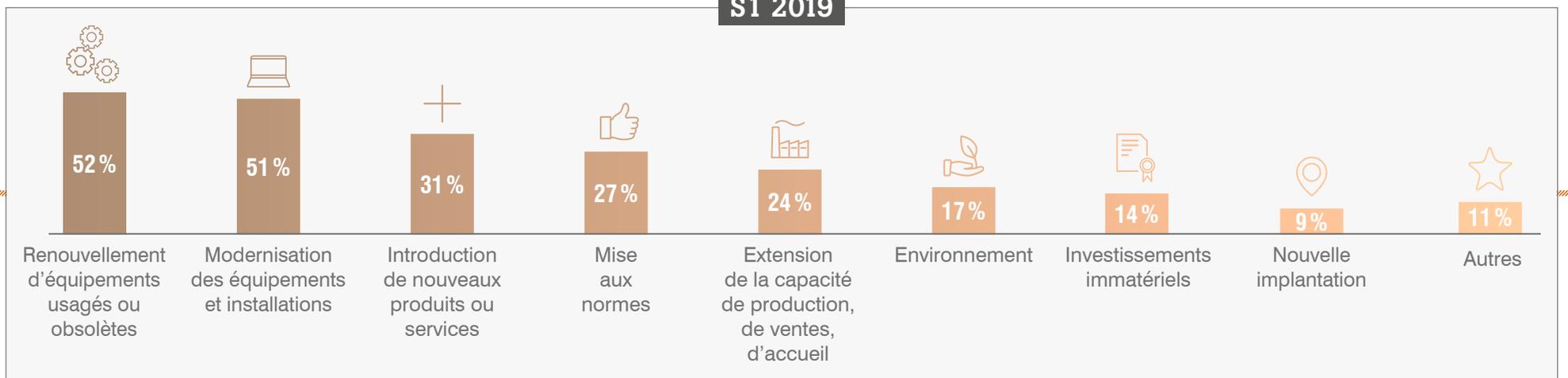
# Type d'investissements

Quels types d'investissements pour les entreprises en 2020 et en 2021 ?

Les types d'investissements les plus courants sont les mêmes en 2020 par rapport à l'édition de l'année dernière, à savoir le renouvellement d'équipements, leur modernisation et l'introduction de nouveaux produits ou services. **La mise aux normes** constitue un motif d'investissement important **pour les entreprises industrielles**, 32% d'entre elles étant concernées dans les deux ans qui viennent. Il en est de même pour **les investissements environnementaux**. Trois entreprises sur dix de plus de 250 salariés envisagent de réaliser des investissements immatériels.



S1 2019



## Crédit

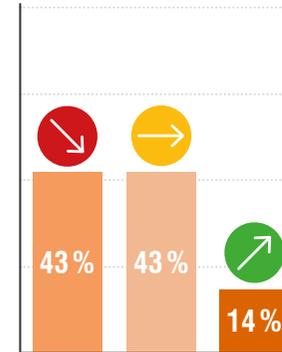
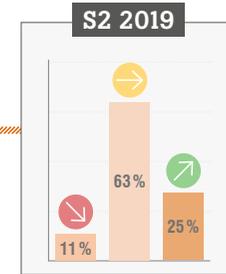
### Difficultés d'accès au crédit :



Les entreprises ne ressentent pour l'instant que peu l'effet de la crise sur leur accès au crédit, un point à surveiller durant les prochains mois. Elles ne sont ainsi que 5% à avoir eu beaucoup de difficultés d'accès au crédit au cours des douze derniers mois. Si aucun secteur ne ressort comme particulièrement touché par ces difficultés, l'accès au crédit est plus difficile pour les entreprises de 6 à 9 salariés que pour les entreprises de plus grande taille.

## Rentabilité

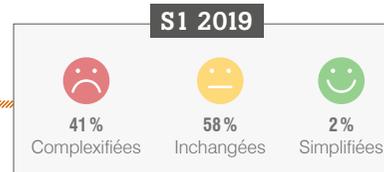
### Pour les 6 prochains mois :



Les dirigeants d'entreprises s'attendent à un **net recul** de leur rentabilité au prochain semestre par rapport à l'an dernier. Les entreprises de l'HORECA sont à nouveau les plus pessimistes dans ce domaine, devant l'industrie et le secteur du transport. Au global, **tous les secteurs d'activités s'attendent à une régression** de leur rentabilité dans un contexte économique défavorable.

## Administration

### Les procédures et formalités administratives des entreprises en 2020 :

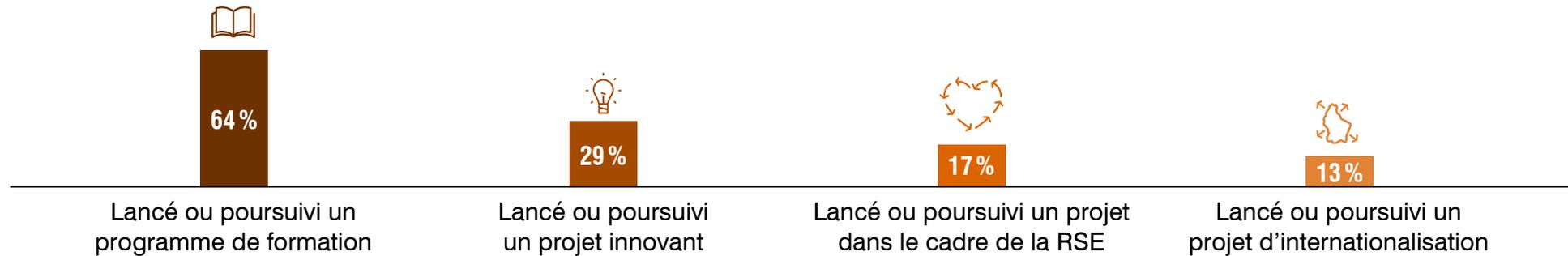


En diminution    
 Stable    
 En augmentation

La complexité administrative est un point d'attention mis en exergue il y a un an par le Baromètre de l'Économie. La situation est un peu meilleure cette année, même si les dirigeants d'entreprises considèrent toujours que les procédures et formalités administratives ont davantage tendance à se complexifier qu'à se simplifier. L'accélération sur la digitalisation durant le confinement est une opportunité de progresser dans ce domaine. Les entreprises des services financiers sont celles pour lesquelles les procédures administratives se sont les plus complexifiées cette année.

# Projets des entreprises

Au cours des 12 derniers mois, les entreprises ont :

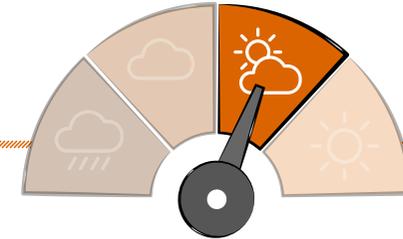


**Plus de six entreprises sur 10** ont mené un programme de **formation** de leurs salariés au cours des douze derniers mois. Elles sont 59% dans ce cas pour les entreprises de 6 à 9 salariés. Près de trois entreprises sur 10 et 40% des entreprises industrielles ont lancé ou poursuivi un projet innovant cette année. Ces proportions augmentent avec la taille des entreprises. Ce n'est pas le cas s'agissant des projets d'internationalisation, qui dépendent surtout de l'activité des entreprises. Les secteurs qui ont le plus mené de projets d'internationalisation sur les douze derniers mois sont les services financiers (37%), les transports (19%), le commerce (18%) et l'industrie (17%). Le pourcentage d'entreprises menant des **projets** dans le cadre de **RSE** sont **moins nombreuses** que l'an dernier, possiblement faute de moyens nécessaires.

S1 2019

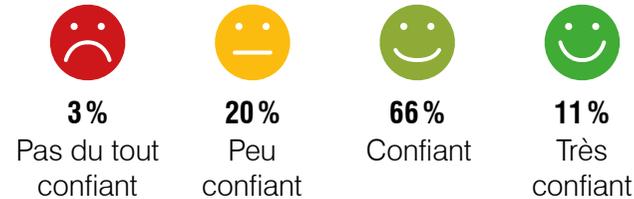


# Confiance



Malgré la crise, les dirigeants d'entreprises demeurent majoritairement confiants dans l'avenir de leur entreprise à moyen terme. La confiance s'est tout de même détériorée comparée à il y a six mois, les entrepreneurs peu confiants dans l'avenir de leur entreprise passant de 12% à 20%.

## Quel sentiment de confiance des entreprises pour leur avenir à moyen terme ?

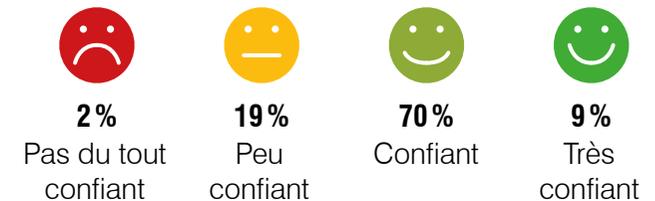


La confiance dans l'avenir est moindre pour le secteur **HORECA** pour lequel **29%** des dirigeants se déclarent **peu confiants** et **15%** **pas du tout confiants**. Les chiffres sont relativement proches dans le **commerce**, et à un degré moindre pour les entreprises de transports, de l'industrie et des services (hors finance). L'optimisme est plus important dans les secteurs de la construction, des services financiers et de l'énergie/environnement.



Le constat est le même concernant la confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise, où la récession annoncée serait un peu moins forte qu'au sein d'autres Etats membres de l'Union européenne. En six mois, le **pourcentage d'entrepreneurs peu confiants** et pas du tout confiants dans l'avenir l'économie luxembourgeoise est passé **de 11% à 21%**, celui des dirigeants très confiants de 13% à 9%. Ces chiffres ne diffèrent que peu, quel que soit le secteur d'activités des entreprises.

## Quel sentiment de confiance pour l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise ?



# FOCUS THÉMATIQUE :

## LES ENTREPRISES FACE À LA CRISE

À situation exceptionnelle, **focus thématique exceptionnel**. Il était impossible de traiter un autre sujet que **la crise** en raison de **l'ampleur des dégâts qu'elle provoque pour les entreprises**. Les niveaux de baisse d'activité, qui atteignent -59% durant le confinement, sont plus qu'inédits et devraient affecter toute l'année 2020. Outre le niveau d'activité, ce qui inquiète aujourd'hui sont les **liquidités**, insuffisantes pour un nombre important d'entreprises pour reprendre une activité normale, ou même une activité tout court pour certaines. Le Baromètre de l'Economie nous révèle que **la distanciation a un coût non négligeable** pour les entreprises et le retour au travail « normal » de l'ensemble du personnel n'est pas à l'ordre du jour. Les aides du Gouvernement ont été essentielles durant le confinement et seront encore indispensables pour les prochains mois, qu'elles s'adressent aux entreprises ou aux consommateurs. Les entreprises demandent ainsi un **plan de relance à la hauteur de la gravité de cette crise**, et promeuvent notamment des mesures sur le chômage partiel, la fiscalité, les cotisations sociales ou encore le soutien à l'investissement pour que l'économie reparte et que le Luxembourg gagne en compétitivité.

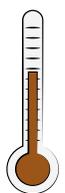
### QUEL IMPACT DE LA CRISE COVID SUR LE CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES ?

(Baisse moyenne du chiffre d'affaires)



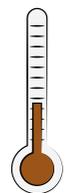
-59%

Pendant le confinement



-42%

Au cours de la dernière semaine



-29%

Sur l'ensemble de l'année 2020

### QUEL ÉTAT DES LIQUIDITÉS AU REGARD DE LA REPRISSE DE L'ACTIVITÉ ?



42%

Suffisantes pour relancer l'activité et mener à bien les projets prévus pour 2020



25%

Suffisantes pour relancer l'activité en repoussant/annulant des projets pour 2020



25%

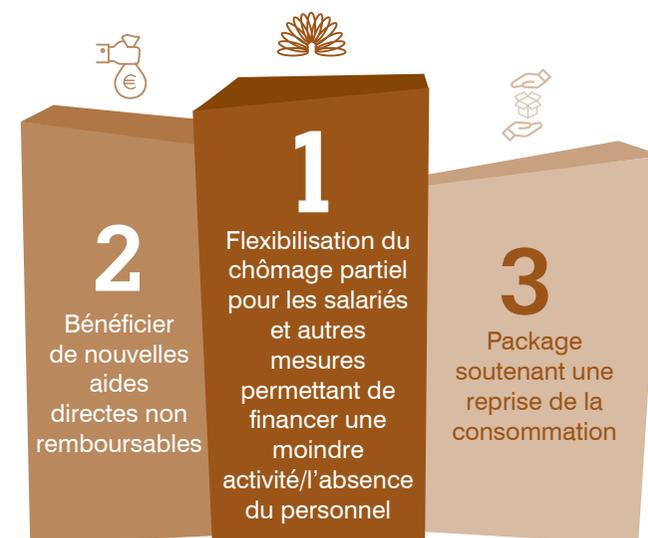
Suffisantes pour redémarrer une activité au ralenti



8%

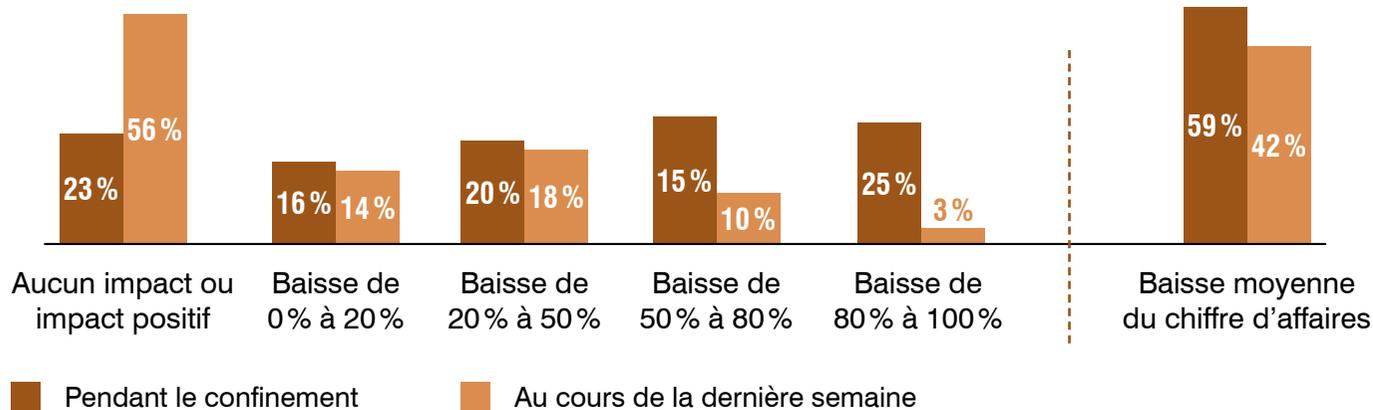
Insuffisantes pour maintenir/redémarrer l'activité

### TOP 3 DES AIDES DONT ONT BESOIN LES ENTREPRISES POUR LES PROCHAINES SEMAINES



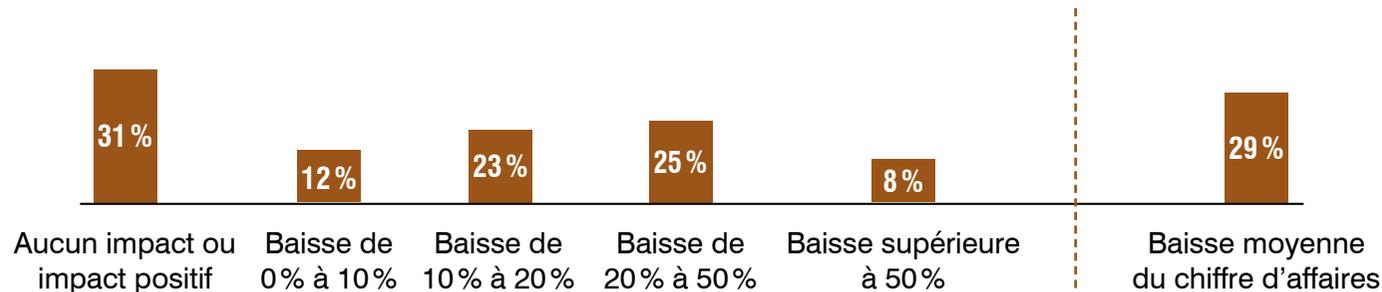
# Impact sur le chiffre d'affaires

Quel impact de la crise COVID sur le chiffre d'affaires des entreprises ?



Près de huit entreprises sur dix ont vu leur chiffre d'affaires diminuer durant le confinement, dont plus de 40% pour une baisse supérieure à la moitié de leur activité habituelle. Elles étaient encore 44% à subir une diminution de leur chiffre d'affaires durant la première quinzaine de juin, malgré le déconfinement progressif. Les pertes d'activités étaient début juin en moyenne de 63% pour les entreprises de l'HORECA, de 42% pour le secteur des services (hors finance), de 39% dans les transports et de 35% dans le commerce. Des pertes qui mettent à mal la rentabilité de ces entreprises.

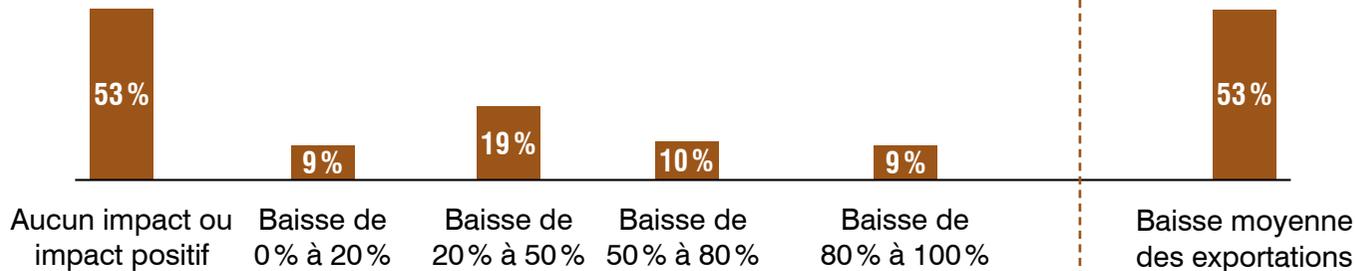
Quel impact de la crise COVID sur le chiffre d'affaires des entreprises sur l'ensemble de l'année 2020 ?



Sur l'ensemble de l'année 2020, sept dirigeants d'entreprises sur dix estiment que la crise affectera leur chiffre d'affaires, pour une baisse moyenne de l'ordre de 29%. Ils sont 90% dans ce cas dans le secteur de l'HORECA, 75% dans l'industrie et 72% dans le commerce et la construction. Les hôtels, restaurants et cafés estiment une baisse de leur chiffre d'affaires de 50% sur l'ensemble de l'année.

# Impact sur les exportations

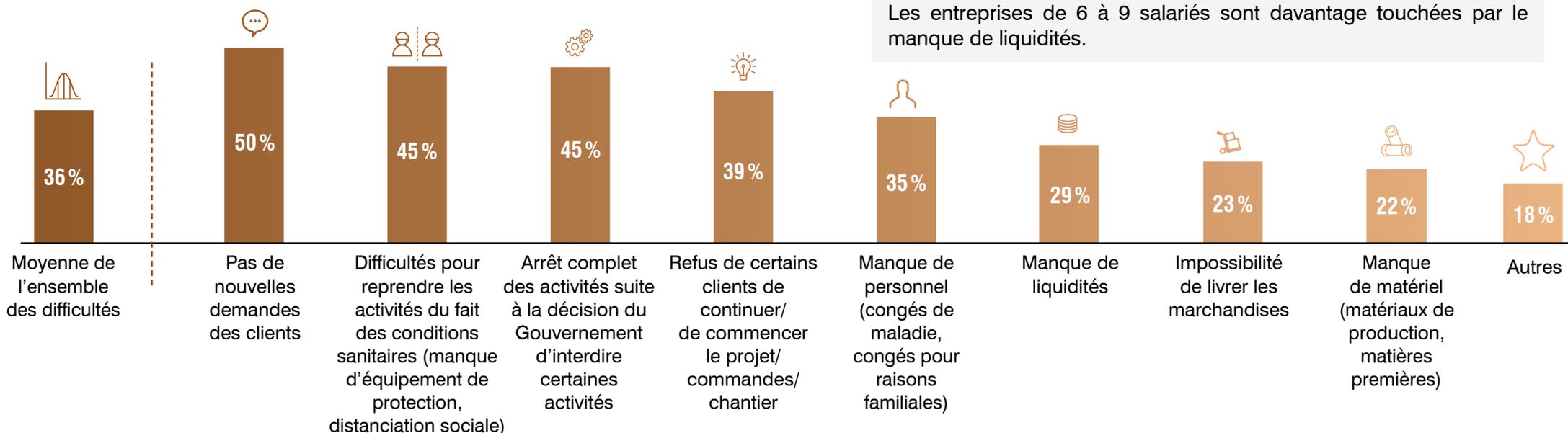
Quel impact de la crise COVID sur les exportations des entreprises ?



Près de la moitié des entreprises exportatrices ont vu leurs **ventes à l'étranger diminuer** sous l'effet de la crise. L'impact pour celles-ci est important, la baisse du chiffre d'affaires à l'exportation atteignant en moyenne 53%. Les secteurs les plus touchés par ce recul sont l'industrie et le commerce. Les entreprises de commerce ont souvent vu leurs ventes à l'étranger diminuer de plus de 80%.

# Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées pendant la crise et/ou la reprise de l'activité  
 Difficultés ≥ 3 selon une notation de 0 à 5  
 (0= pas du tout ; 5 = beaucoup de difficultés)



Si les difficultés rencontrées par les entreprises sont nombreuses pendant le confinement et au moment de la reprise de l'activité, certaines sont plus prégnantes. Les secteurs de **l'HORECA et du transport** doivent affronter **l'absence de demandes de la part des clients**, tandis que les conditions sanitaires **complexifient** significativement **l'organisation du travail** pour les entreprises de la construction. Les entreprises de 6 à 9 salariés sont davantage touchées par le manque de liquidités.

## Coûts de la distanciation

Coûts extraordinaires/supplémentaires liés à la distanciation sociale

**8 %**

% moyen des dépenses totales de l'entreprise

**18 %**

% d'entreprises avec des coûts extraordinaires supérieurs à 10% de leurs dépenses totales

Avec près d'**une entreprise sur cinq** pour laquelle le coût supplémentaire lié à la distanciation sociale **dépasse 10% de leurs dépenses totales**, le coût de ces nouvelles obligations est loin d'être négligeable. C'est notamment le cas pour les hôtels, restaurants et cafés, ainsi que pour les entreprises de transports et de services (hors finance). Ce coût atteint près de **9% des dépenses pour les entreprises de 6 à 9 salariés** et est plus réduit pour les grandes entreprises.

## Absence du personnel

Présence et absence du personnel dans les entreprises durant la première quinzaine de juin

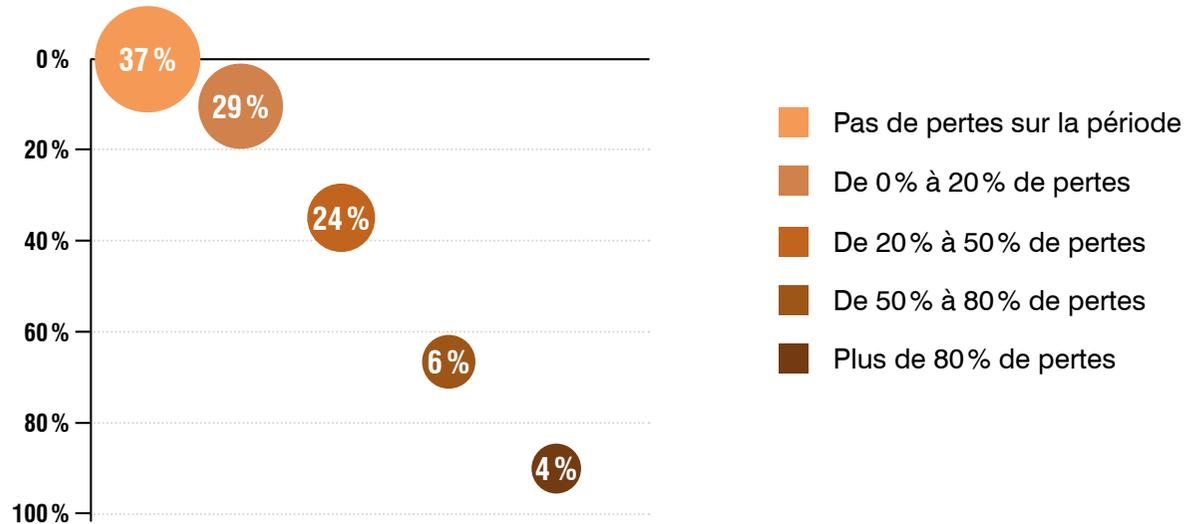


Seuls **56% des effectifs** des entreprises travaillaient dans des **conditions habituelles début juin**, dans un contexte où le télétravail et le chômage partiel pourraient encore faire partie du quotidien de nombreux salariés pour les prochains mois. 45% des effectifs des entreprises de l'HORECA et 22% des emplois dans le secteur industriel étaient encore au chômage partiel durant la première quinzaine de juin. Le **télétravail** était très important pour les effectifs des entreprises de la **finance** (46%) et des **services hors finance** (31%). Avec respectivement 80% et 74% de salariés travaillant dans des conditions habituelles, les entreprises de la construction et du transport étaient les moins concernées par l'absence des employés sur leur lieu de travail.

# Liquidités

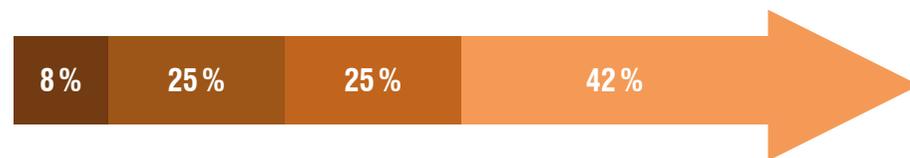
Perte de liquidités des entreprises depuis le début de la crise

**33 %**  
de pertes  
en moyenne  
sur la période



Plus de **six entreprises sur dix** ont subi des **pertes de liquidités** depuis le début de la crise, pertes qui ont dépassé 50% de leurs liquidités pour 10% d'entre elles. En moyenne, les dirigeants d'entreprises ont vu leurs liquidités **se réduire de 33%**, et même de 36% s'agissant des entreprises de 6 à 9 salariés. Plus d'une entreprise sur cinq de l'HORECA a perdu plus de 80% de ses liquidités, remettant fortement en cause leur existence même. C'est aussi le cas pour 12% des entreprises du transport et 8% des commerces. **Les pertes de liquidités ne s'arrêteront pas en juin** pour de nombreuses entreprises encore affectées par la crise. Celles-ci pourraient encore s'accumuler dans les prochains mois, surtout si les aides se réduisent.

## Quel état des liquidités au regard de la reprise de l'activité ?

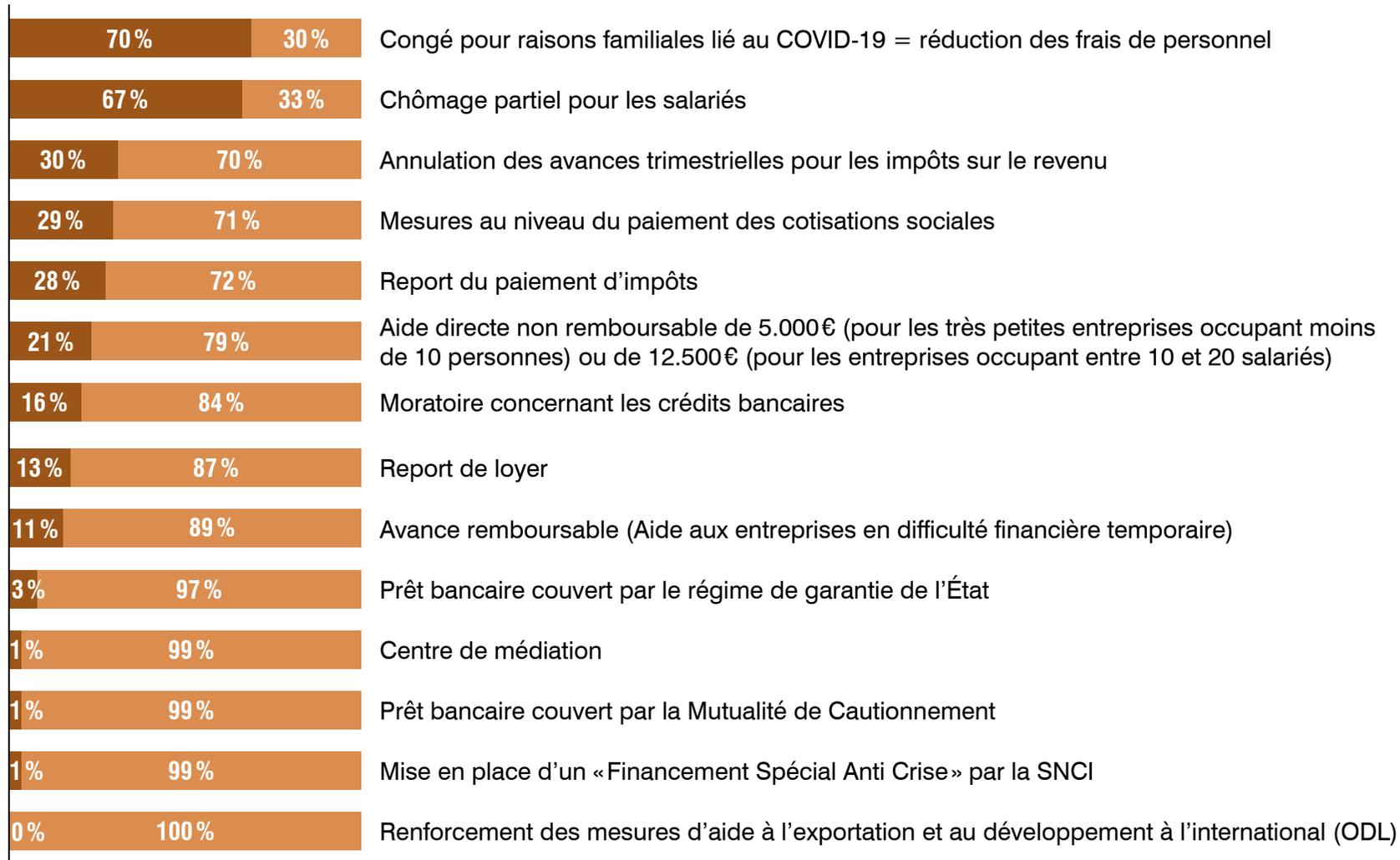


- Insuffisantes pour maintenir/redémarrer l'activité
- Suffisantes pour redémarrer une activité au ralenti
- Suffisantes pour relancer l'activité en repoussant/annulant des projets pour 2020 (investissements, recrutement, formations, innovation,...)
- Suffisantes pour relancer l'activité et mener à bien les projets prévus pour 2020

Les pertes de liquidités peuvent **fortement atténuer la capacité des entreprises à reprendre leur activité**. En effet, disposer de liquidités est alors indispensable pour faire fonctionner l'entreprise. Ainsi, **8% des entreprises estiment ne pas avoir les liquidités nécessaires pour maintenir ou redémarrer leur activité**, et 25% que la perte de liquidités les force à fonctionner au ralenti. C'est notamment le cas dans l'HORECA, l'industrie et la construction. Seuls 35% des commerces indiquent avoir les liquidités pour relancer leur activité et mener à bien les projets prévus en 2020. C'est en revanche possible pour 77% des entreprises de la finance.

# Mesures actuelles

## Les mesures d'aides auxquelles ont recours les entreprises

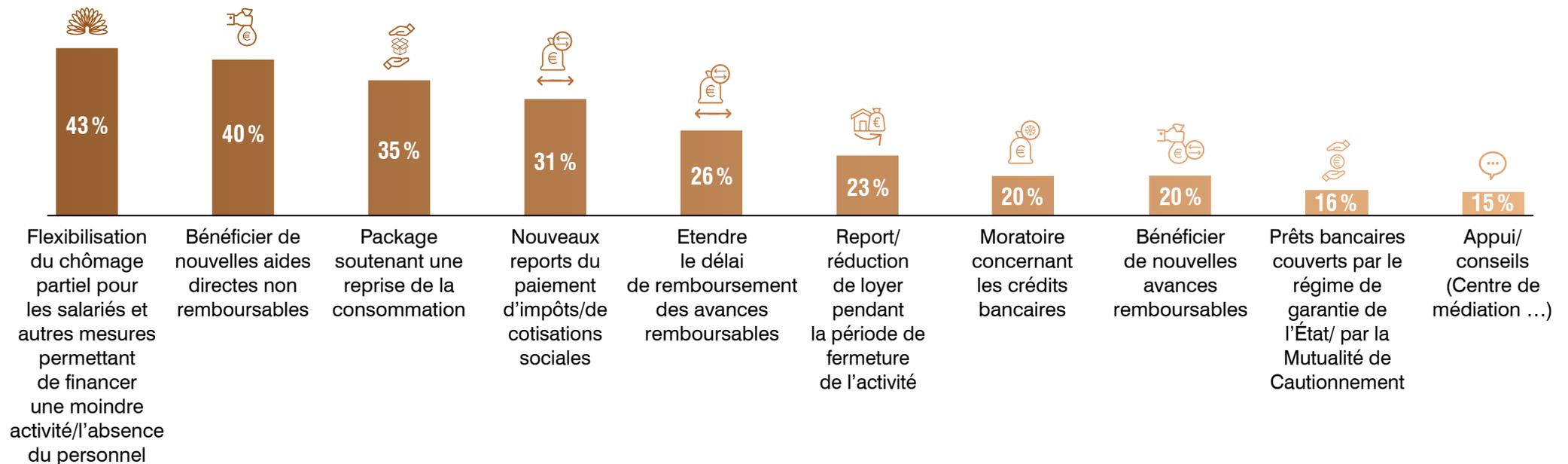


■ Oui    ■ Non

**Les aides liées à l'emploi**, que ce soit les réductions des frais de personnel s'appliquant au congé pour raisons familiales ou le chômage partiel, sont les mesures les plus utilisées par les entreprises depuis le début de la crise. Près de sept entreprises sur dix ont fait appel à chacun de ces dispositifs. Viennent ensuite les **mesures liées aux impôts et cotisations sociales**. En outre, plus d'une entreprise sur cinq a reçu des **aides directes non remboursables**. Les secteurs les plus concernés par cette dernière aide sont l'HORECA (56%), la construction (32%), le commerce (21%) et les services hors finance (15%).

# Besoins des entreprises

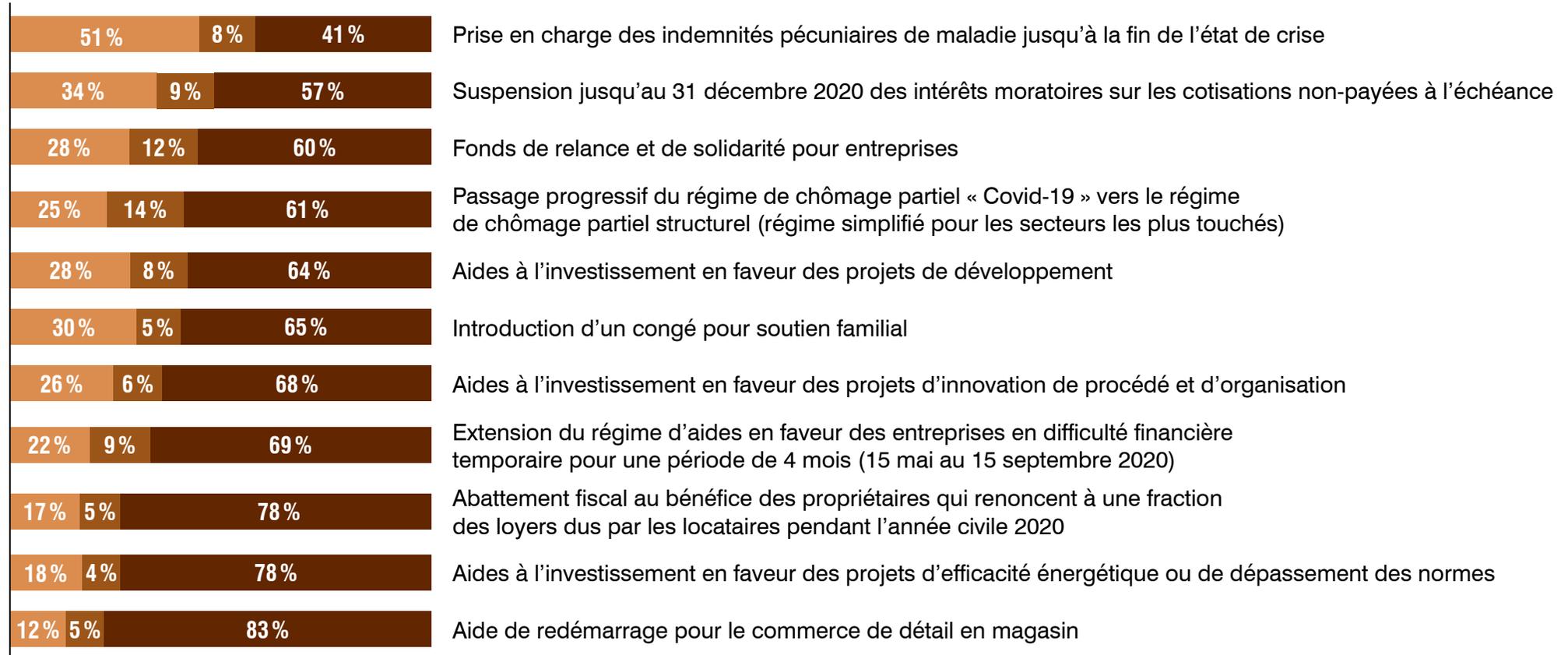
Les aides ou types d'aide dont ont besoin en priorité les entreprises pour les prochaines semaines



La flexibilisation du chômage partiel, la mise en place de nouvelles aides directes non remboursables, des mesures de soutien à la consommation et de nouveaux reports de paiement d'impôts et de cotisations sociales sont les dispositifs prioritaires pour accompagner les entreprises face à la crise durant les prochaines semaines. Celles-ci sont en revanche moins intéressées par des avances ou prêts devant être remboursés à échéance. **Le chômage partiel est une grande priorité pour l'industrie, l'HORECA et le commerce.** Ce sont les entreprises industrielles qui attendent le plus d'appuis et de conseils, notamment via un centre de médiation, pour surmonter leurs difficultés.

# Nouvelles aides

## Prévisions de recours aux aides annoncées par le Gouvernement le 22 mai

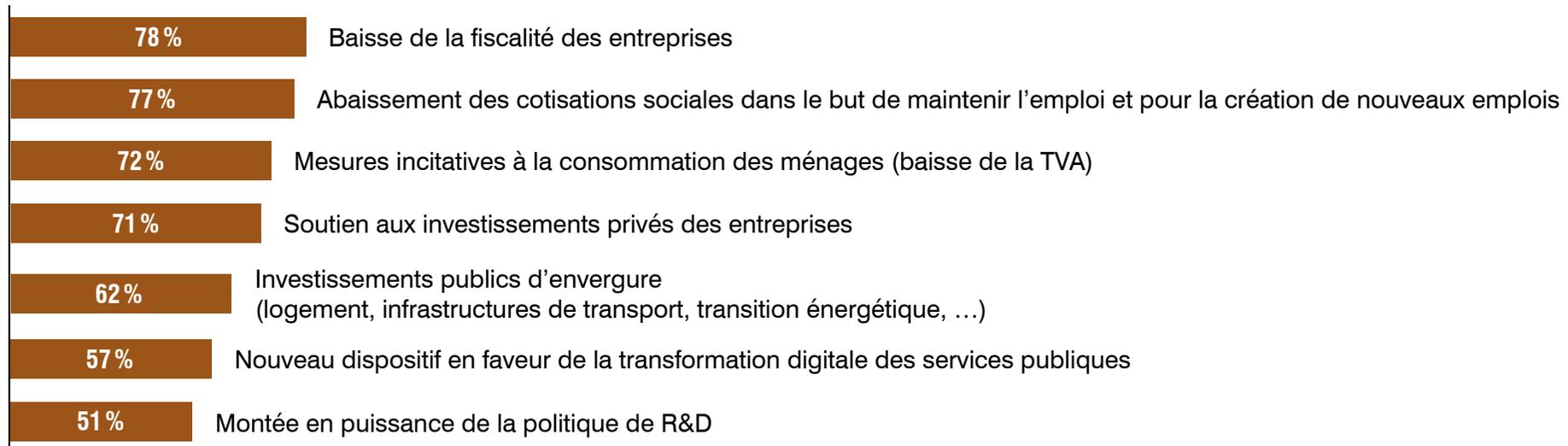


- Oui et cela est à la hauteur des besoins de l'entreprise
- Oui, mais cela est insuffisant face aux besoins de l'entreprise
- Non

Le Gouvernement a annoncé le 22 mai **la création de nouvelles aides** auxquelles les entreprises n'avaient pas encore pu avoir recours au moment de l'enquête. Si les aides liées à l'emploi et aux impôts et cotisations sociales sont à nouveau les plus prisées par les entreprises, **l'intérêt** de celles-ci est aussi important **concernant les différentes mesures en faveur de l'investissement**, plus d'une entreprise sur trois déclarant vouloir recourir aux aides à l'investissement en faveur des projets de développement. Les deux mesures qui apparaissent le plus souvent comme insuffisantes dans leur ampleur sont le fonds de relance et de solidarité et le nouveau régime de chômage partiel structurel.

# Plan de relance

## Quelles mesures prioritaires pour relancer l'économie à moyen/long terme ?



Les diverses **mesures proposées pour relancer l'économie** obtiennent l'**adhésion des dirigeants d'entreprises**, en premier lieu la baisse de la fiscalité et des cotisations sociales et les politiques en faveur de la consommation. La **baisse de la fiscalité** est une **priorité absolue** pour 37% des entreprises et 54% des hôtels, restaurants et cafés. Les chiffres sont similaires concernant l'**abaissement des cotisations sociales**. Les **mesures incitatives à la consommation des ménages**, comme la baisse de la TVA, sont plébiscitées par le secteur de l'HORECA et du commerce, mais aussi de l'industrie, de la construction et des services hors finance. 43% des entreprises industrielles font du soutien aux investissements privés une priorité absolue. Les investissements publics d'envergure sont principalement une demande du secteur de la construction (32% de réponses priorité absolue) et de l'industrie (25%). Les attentes sont dans l'ensemble forte pour que des politiques pro-actives soutiennent l'activité dans les prochains mois et années.



Cette troisième édition du Baromètre de l'Économie repose sur des résultats obtenus auprès de 431 entreprises de 6 salariés et plus, représentatives de l'économie luxembourgeoise. L'enquête a été menée sur la période allant du 3 au 16 juin 2020 par l'institut TNS-ILRES sous la direction de la Chambre de Commerce. Le résultat du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des sept indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement. Pour cette édition, le questionnaire de la partie thématique a été réfléchi avec les chercheurs du LISER sous la coordination de son directeur général Aline Muller.

**Chambre de Commerce**  
7 rue Alcide de Gasperi  
L-1615 Luxembourg  
Tél : (+352) 42 39 39-1  
E-mail : chamcom@cc.lu  
www.cc.lu

Suivez-nous sur    @ccluxembourg